

Règlement no. 2021-428

NOTRE-DAME  
DU BON-CONSEIL

*Village*  
*Pour y vivre et grandir !*

## Règlement sur les permis et certificats

---

Notre-Dame-du-Bon-Conseil, Village

MRC de Drummond

Réalisé par :

**Gestim**

539, Rue Principale, Saint-Sébastien, Québec, J0J 2C0





<b>CHAPITRE 1</b>	<b>DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES, ADMINISTRATIVES ET INTERPRÉTATIVES .....</b>	<b>6</b>
<b>SECTION 1</b>	<b>DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES.....</b>	<b>6</b>
1.1	Titre du règlement .....	6
1.2	Règlements abrogés.....	6
1.3	Territoire assujetti .....	6
1.4	Validité .....	6
1.5	Domaine d'application .....	6
<b>SECTION 2</b>	<b>DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES .....</b>	<b>7</b>
1.6	Application du règlement et pouvoir d'inspection .....	7
1.7	Effets de l'approbation d'un permis ou d'un certificat .....	7
1.8	Obligations liées au permis.....	7
1.9	Infractions et peines.....	7
1.10	Poursuites pénales.....	8
1.11	Recours civils.....	8
<b>SECTION 3</b>	<b>DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES 8</b>	
1.12	Dimensions et mesures.....	8
1.13	Interprétation du texte.....	8
1.14	Plans, graphiques symboles et grilles des usages et des normes.....	9
1.15	Interprétation en cas de contradiction.....	9
1.16	Préséance.....	9
1.17	Terminologie .....	9
1.18	Écriteau et document de chantier.....	9
<b>CHAPITRE 2</b>	<b>DISPOSITIONS RELATIVES À L'OBTENTION DES PERMIS ET CERTIFICATS.....</b>	<b>10</b>
<b>SECTION 1</b>	<b>PERMIS DE LOTISSEMENT.....</b>	<b>10</b>
2.1	Obligation d'obtenir un permis de lotissement .....	10
2.2	Présentation de la demande de permis de lotissement .....	10
2.3	Renseignements et documents exigés .....	10
2.4	Conditions d'émission du permis de lotissement.....	11
2.5	Demande conforme.....	12
2.6	Demande suspendue .....	12
2.7	Demande non conforme .....	12
2.8	Caducité du permis de lotissement.....	12
<b>SECTION 2</b>	<b>PERMIS DE CONSTRUCTION.....</b>	<b>12</b>
2.9	Obligation d'obtenir un permis de construction .....	12
2.10	Présentation de la demande de permis de construction .....	13
2.11	Renseignements et documents exigés .....	13

2.12 Renseignements et documents additionnels exigés pour une installation d'élevage .....	15
2.13 Renseignements additionnels exigés pour une construction en zone agricole .....	17
<b>SECTION 3 PERMIS D'INSTALLATIONS SEPTIQUES .....</b>	<b>21</b>
2.15 Obligation d'obtenir un permis .....	21
2.16 Présentation de la demande de permis pour installations septiques.....	21
2.17 Renseignements et documents exigés .....	21
2.18 Exigences avant le recouvrement.....	23
2.19 Bâtiment autre qu'une résidence isolée .....	23
<b>SECTION 4 PERMIS DE CAPTAGE DES EAUX SOUTERRAINES.....</b>	<b>24</b>
2.20 Obligation d'obtenir un permis de captage des eaux souterraines .....	24
2.21 Présentation de la demande de permis .....	24
2.22 Renseignements et documents exigés .....	24
<b>SECTION 5 CERTIFICATS D'AUTORISATION.....</b>	<b>25</b>
2.23 Obligation d'obtenir un certificat d'autorisation .....	25
2.24 Présentation de la demande de certificat d'autorisation .....	26
2.25 Renseignements et documents exigés .....	26
2.26 Implantation d'un gîte touristique .....	27
2.27 Implantation ou agrandissement d'un camping.....	28
2.28 Construction en zone à risques de crues .....	28
2.29 Implantation d'une piscine hors terre, creusée, semi-creusée ou démontable ou pour ériger une construction, donnant ou empêchant l'accès à une piscine .....	29
2.30 Installation et modification de toute enseigne, de toute affiche et de tout panneau réclame .....	29
2.31 Travaux de remblai et déblai.....	30
2.32 Déplacement d'une construction.....	31
2.33 Démolition d'une construction .....	31
2.34 Renseignements additionnels exigés pour l'utilisation d'un matelas de paille d'orge flottant sur un lieu d'entreposage de déjections animales.....	32
<b>SECTION 6 CONDITIONS D'ÉMISSION ET VALIDITÉ DES PERMIS ET CERTIFICATS.....</b>	<b>32</b>
2.35 Conditions d'émission des permis et certificats.....	32
2.36 Demande conforme.....	32
2.37 Demande suspendue .....	32
2.38 Demande non conforme .....	33
2.39 Caducité du permis de construction .....	33
2.40 Caducité du permis d'installation septique.....	33
2.41 Caducité du permis de captage des eaux souterraines .....	33

2.42	Caducité du certificat d'autorisation .....	33
2.43	Responsabilité municipale .....	33
<b>SECTION 7</b>	<b>DISPOSITIONS RELATIVES AUX TARIFS .....</b>	<b>34</b>
2.44	Tarif des permis .....	34
<b>CHAPITRE 3</b>	<b>DISPOSITIONS FINALES .....</b>	<b>35</b>
<b>SECTION 1</b>	<b>ENTRÉE EN VIGUEUR.....</b>	<b>35</b>
3.1	Entrée en vigueur .....	35

# **CHAPITRE 1            DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES,    ADMINISTRATIVES    ET INTERPRÉTATIVES**

## **SECTION 1            DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES**

### **1.1    Titre du règlement**

Le présent règlement est cité sous le titre « Permis et Certificats » et porte le numéro 2021-428.

### **1.2    Règlements abrogés**

Le règlement numéro 134 et ses amendements sont abrogés.

Est également abrogée toute disposition d'un règlement de la municipalité qui est incompatible ou inconciliable avec le présent règlement.

### **1.3    Territoire assujéti**

Le présent règlement s'applique au territoire de la municipalité de Notre-Dame-du-Bon-Conseil, village.

### **1.4    Validité**

Le Conseil décrète l'adoption du présent règlement dans son ensemble et également chapitre par chapitre, section par section, sous-section par sous-section, article par article, paragraphe par paragraphe, alinéa par alinéa, sous-alinéa par sous-alinéa de manière à ce que si un chapitre, une section, une sous-section, un article, un paragraphe, un alinéa ou un sous-alinéa de celui-ci était ou devait être un jour déclaré nul, les autres dispositions du présent règlement continuent de s'appliquer.

### **1.5    Domaine d'application**

La délivrance des permis de construction, des permis de lotissement ou d'un certificat d'autorisation doit se faire en conformité avec les dispositions du présent règlement. Le présent règlement vise toute personne morale de droit public ou de droit privé et tout particulier.

Aucune disposition du présent règlement ne doit être considérée comme une exonération de la part de tout propriétaire, locataire ou occupant d'un immeuble de respecter les obligations qui lui incombent à l'égard notamment de ses voisins, en vertu des dispositions du *Code civil du Québec* ou de toute disposition d'une autre loi.

## **SECTION 2 DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES**

### **1.6 Application du règlement et pouvoir d'inspection**

L'inspecteur en bâtiment est responsable de l'application du présent règlement.

Il est, à cette fin, autorisé à visiter et à examiner, de 7h à 19h, toute propriété mobilière ou immobilière, ainsi que l'intérieur ou l'extérieur de toute maison, bâtiment, édifice ou construction quelconque pour constater si le présent règlement ou tout autre règlement dont il est chargé d'appliquer y est exécuté.

Le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'une telle propriété est tenu de recevoir l'inspecteur en bâtiment et de répondre à toutes les questions qui lui sont posées relativement à l'exécution de ces règlements.

### **1.7 Effets de l'approbation d'un permis ou d'un certificat**

L'émission d'un permis de construction, de lotissement, d'un certificat d'autorisation ou d'un certificat d'occupation ne peut constituer d'aucune sorte une obligation quelconque pour la municipalité.

L'approbation par l'inspecteur en bâtiment d'un tel permis ou certificat ne peut pas constituer, notamment, pour la municipalité une obligation d'accepter la cession des rues et voies proposées paraissant au plan, ni de décréter l'ouverture de ces rues ou voies, ni d'en prendre à sa charge les frais de construction et d'entretien, ni d'en assumer les responsabilités civiles, ni de fournir des services d'utilité publique.

### **1.8 Obligations liées au permis**

Le détenteur d'un permis de construction doit fournir à l'inspecteur en bâtiment un certificat de localisation préparé par un arpenteur-géomètre, à l'intérieur d'un délai de douze (12) mois du début de la construction ou de l'assemblage d'un bâtiment principal autre qu'agricole.

Avant le remblayage de toute excavation, le détenteur de permis ou de certificat doit communiquer avec la municipalité afin de s'assurer que les raccordements au réseau public sont installés conformément aux règlements applicables.

### **1.9 Infractions et peines**

Toute infraction à une disposition du présent règlement est passible d'une amende minimale de 200 \$ et les frais, et maximale de 1 000 \$ et les frais pour une première infraction, si le contrevenant est une personne physique, et minimale de 400 \$ et les frais et maximale de 2 000 \$ et les frais pour une première infraction, si le contrevenant est une personne morale.

Pour toute récidive, le montant de l'amende minimale, dans le cas d'une personne physique, est de 400 \$ et les frais et maximale de 2 000 \$ et les frais et, dans le cas d'une personne morale, d'une amende minimale de 1 000 \$ et les frais et maximale de 4 000 \$ et les frais.

Dans tous les cas, les frais de la poursuite sont en sus.

Si une infraction dure plus d'un jour, elle constitue jour après jour une infraction séparée et la peine est appliquée pour chaque jour qu'a duré l'infraction.

### **1.10 Poursuites pénales**

Le Conseil autorise de façon générale l'inspecteur en bâtiment à entreprendre une poursuite pénale et à délivrer un constat d'infraction contre tout contrevenant à l'une quelconque des dispositions du présent règlement.

### **1.11 Recours civils**

En plus de recours pénaux, la municipalité peut exercer devant les tribunaux tous les recours civils à sa disposition pour faire respecter les dispositions du présent règlement.

## **SECTION 3 DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES**

### **1.12 Dimensions et mesures**

Toutes les dimensions et mesures employées dans le présent règlement sont exprimées en unité du Système international (système métrique).

### **1.13 Interprétation du texte**

Les règles d'interprétation suivantes s'appliquent au présent règlement :

- 1- Quel que soit le temps du verbe employé dans le présent règlement, la disposition est tenue pour être en vigueur à toutes les époques et dans toutes les circonstances où elle peut s'appliquer ;
- 2- Le nombre singulier s'étend à plusieurs personnes ou à plusieurs choses de même espèce chaque fois que le contexte se prête à cette extension ;
- 3- Le genre masculin comprend le genre féminin, à moins que le contexte n'indique le contraire ;
- 4- Chaque fois qu'il est prescrit qu'une chose sera faite ou doit être faite, l'obligation de l'accomplir est absolue, mais s'il est dit qu'une chose "pourra" ou "peut" être faite, il est facultatif de l'accomplir ou non.



### **1.14 Plans, graphiques symboles et grilles des usages et des normes**

Font partie intégrante de ce règlement, les tableaux, plans, graphiques, symboles, grille des usages et des normes et toute forme d'expression autre que le texte proprement dit qui y sont ou auxquels il réfère.

### **1.15 Interprétation en cas de contradiction**

Dans le présent règlement, en cas de contradiction et à moins d'indication contraires, les règles suivantes s'appliquent :

- 1- Entre le texte et un titre, le texte prévaut ;
- 2- Entre le texte et toute autre forme d'expression, le texte prévaut ;
- 3- Entre les données d'un tableau et un graphique, les données du tableau prévalent ;
- 4- Entre le texte et la grille des usages et des normes, la grille prévaut.

### **1.16 Préséance**

En cas d'incompatibilité entre une disposition du présent règlement et une disposition d'un autre règlement, ou entre deux dispositions du présent règlement, la disposition la plus spécifique prévaut sur la plus générale. Il en est de même lors d'une restriction ou une interdiction, la disposition la plus restrictive ou prohibitive s'applique.

### **1.17 Terminologie**

Pour l'interprétation du présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, tout mot ou expression a le sens qui lui est donné à l'**annexe A** du règlement de zonage no. 2021-427.

### **1.18 Écriteau et document de chantier**

Le permis ou certificat d'autorisation émis en vertu du présent règlement est accompagné d'un écriteau. Cet écriteau doit être placé en évidence et maintenu sur le chantier par le détenteur du permis ou certificat. Une copie des plans, des devis et des documents approuvés lors de l'émission du permis ou du certificat doit être gardée sur le chantier.

Lorsque le permis concerne une nouvelle résidence, le numéro civique attribué par la municipalité au moment de l'émission du permis de construction doit être immédiatement et clairement affiché sur le site de la nouvelle construction projetée.

## **CHAPITRE 2 DISPOSITIONS RELATIVES À L'OBTENTION DES PERMIS ET CERTIFICATS**

### **SECTION 1 PERMIS DE LOTISSEMENT**

#### **2.1 Obligation d'obtenir un permis de lotissement**

Sur l'ensemble du territoire de la municipalité, les opérations cadastrales sont interdites sans l'émission préalable d'un permis de lotissement.

La réalisation des opérations cadastrales suivantes est autorisée sans l'obtention d'un permis de lotissement :

- 1- Une opération d'annulation ou de correction ;
- 2- Une opération cadastrale effectuée dans le cadre de la préparation d'un plan de rénovation cadastrale du territoire conformément à la loi favorisant la réforme du *cadastre québécois* (l.r.q.,c.r-3.1) ;
- 3- Une opération cadastrale de propriété divise.

#### **2.2 Présentation de la demande de permis de lotissement**

La demande de permis de lotissement doit être transmise à l'inspecteur en bâtiment sur le formulaire fourni à cet effet par la municipalité, signée par le propriétaire ou son mandataire autorisé et être accompagnée des renseignements et documents exigés à ce règlement.

#### **2.3 Renseignements et documents exigés**

La demande de permis de lotissement doit être accompagnée des renseignements et des documents suivants :

- 1- Le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du propriétaire ou de son mandataire autorisé ;
- 2- La délimitation, les dimensions, la superficie et l'identification cadastrale d'un lot projeté et l'identification de la zone touchée en vertu du règlement de zonage ;
- 3- La délimitation et l'identification cadastrale d'un lot existant ;
- 4- L'emplacement et les limites d'une rue existante ;
- 5- L'emplacement, la nature légale d'une servitude existante ou projetée ;
- 6- Lorsque le plan identifie une nouvelle voie de circulation ou le prolongement d'une voie de circulation existante, il doit en plus contenir les informations suivantes :
  - 1.1. La délimitation et l'identification cadastrale des terrains qui ont une limite avec le lot projeté ;

- 1.2. L'emplacement et les limites d'une rue existante avec laquelle une rue projetée communique ;
- 1.3. Le tracé, l'emprise, les dimensions et la pente d'une rue projetée.
- 7- L'emplacement de la ligne naturelle des hautes eaux d'un cours d'eau, d'un milieu humide, la limite de la zone inondable, le cas échéant ;
- 8- L'emplacement et les limites d'une zone potentiellement exposée aux glissements de terrain ;
- 9- La pente d'une voie de circulation ;
- 10- Les limites d'un boisé ;
- 11- Une construction existante sur le terrain et sur un terrain adjacent ;
- 12- Tout document ou renseignement additionnel nécessaire à la bonne compréhension du projet.

#### **2.4 Conditions d'émission du permis de lotissement**

L'inspecteur en bâtiment délivre le permis de lotissement si la demande respecte les éléments suivants :

- 1. Aucun permis de lotissement ne peut être délivré si l'opération cadastrale n'est pas conforme à la réglementation d'urbanisme municipale, aux droits acquis et privilèges consentis par le schéma d'aménagement, les plans et règlements d'urbanisme municipaux ou par dérogation mineure ;
- 2. Respecte toutes les dispositions du présent règlement, du règlement de zonage, du règlement de lotissement, du règlement de construction, du règlement relatif à l'émission des permis de construction et de tout autre règlement municipal ;
- 3. Est accompagnée de tous les renseignements et documents exigés par le présent règlement ;
- 4. Le tarif pour l'étude de la demande du permis a été payé ;
- 5. Les taxes municipales exigibles et impayées à l'égard des immeubles compris dans le plan ont été payées ;
- 6. Le requérant s'est engagé par écrit à céder à la municipalité les voies de circulation montrées sur le plan et destinées à être publiques, conformément au règlement de lotissement, ainsi que toute autre infrastructure qui y est construite ;
- 7. Dans le cas d'un prolongement de rue existante à l'intérieur du périmètre d'urbanisation, qu'elle soit publique ou privée, les services

municipaux d'aqueduc et d'égouts devront obligatoirement être prolongés afin de rentabiliser les infrastructures en place.

### **2.5 Demande conforme**

Lorsque l'objet de la demande est conforme, l'inspecteur en bâtiment délivre le permis de lotissement dans les trente (30) jours de la date de réception de la demande.

### **2.6 Demande suspendue**

Si la demande, les renseignements ou les documents exigés sont incomplets et imprécis, l'inspecteur en bâtiment en avise le requérant et l'étude de la demande est suspendue jusqu'à ce que les renseignements nécessaires soient fournis par le requérant, et alors la demande est réputée avoir été reçue à la date de réception de ces renseignements additionnels.

### **2.7 Demande non conforme**

Lorsque l'objet de la demande n'est pas conforme aux dispositions de ce règlement, l'inspecteur en bâtiment en avise, par écrit, le requérant dans les trente (30) jours de la date de réception de la demande.

### **2.8 Caducité du permis de lotissement**

Un permis de lotissement est caduc si le plan de l'opération cadastrale pour laquelle il a été émis n'est pas transmis pour dépôt au ministre responsable du cadastre division du cadastre, dans un délai de 180 jours de la date de l'émission du permis.

Dans ce cas, le requérant doit soumettre une nouvelle demande de permis de lotissement à la municipalité afin d'enregistrer l'opération cadastrale.

## **SECTION 2 PERMIS DE CONSTRUCTION**

### **2.9 Obligation d'obtenir un permis de construction**

Sur l'ensemble du territoire de la municipalité, tout projet de construction, de transformation, d'agrandissement ou d'addition de bâtiment et tout projet d'excavation aux fins mentionnées précédemment sont interdits sans l'obtention au préalable d'un permis de construction.

La réalisation des travaux suivants est interdite sans l'obtention au préalable d'un permis de construction :

1. La construction, la transformation, l'agrandissement ou la reconstruction d'un bâtiment principal ou d'une maison mobile ;

2. La construction, la transformation, l'agrandissement ou la reconstruction d'un bâtiment accessoire ou d'un kiosque de vente de produits agricoles ;
3. L'installation ou l'assemblage d'un bâtiment modulaire ou préfabriqué;
4. La construction, la transformation, l'agrandissement ou la reconstruction d'une antenne de télécommunication ;
5. La construction, la transformation, l'agrandissement ou la modification d'une installation d'élevage.

La réalisation des travaux suivants est autorisée sans l'obtention d'un permis de construction :

1. L'installation d'un abri d'hiver pour automobile, d'un vestibule d'entrée temporaire, d'une clôture à neige et d'un abri temporaire pour les arbres et arbustes ;
2. L'installation d'un bâtiment temporaire utilisé sur les chantiers de construction ;
3. L'installation d'un gazebo ou pavillon de jardin, non permanent, sans fixation au sol, préfabriqué et généralement fait de métaux, de toile de moustiquaire et de plastique rigide, ce type de bâtiment doit respecter les marges de reculs des bâtiments accessoires prescrits au règlement de zonage en vigueur.

## **2.10 Présentation de la demande de permis de construction**

La demande de permis de construction doit être transmise à l'inspecteur en bâtiment sur le formulaire fourni à cet effet par la municipalité, signée par le propriétaire ou son mandataire autorisé et être accompagnée des renseignements et documents exigés à ce règlement.

## **2.11 Renseignements et documents exigés**

La demande de permis de construction doit être accompagnée des renseignements et documents suivants :

1. Le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du requérant ou de son représentant autorisé ;
2. La date du début et de la fin des travaux, l'estimation du coût des travaux incluant les matériaux et la main-d'œuvre ;
3. La description de la nature des travaux à effectuer et de l'usage actuel et projeté de la construction ;

4. Un plan officiel de cadastre pour le terrain sur lequel la construction est projetée avec indication et description des servitudes s'il y a lieu ;
5. Un plan d'implantation des constructions et aménagements projetés indiquant les dimensions, la forme et la superficie des bâtiments projetés, la topographie existante et le nivellement proposé par rapport à l'élévation de la rue la plus près. Ce plan d'implantation doit être réalisé par un arpenteur géomètre pour les travaux touchant un bâtiment principal ;
6. La localisation des zones inondables, de la zone agricole, des lacs, des cours d'eau, des milieux humides et des fossés existants ;
7. L'emplacement du branchement à un réseau d'égout ou à un réseau d'aqueduc ;
8. L'emplacement de tout obstacle tel que borne-fontaine, ligne électrique, téléphonique ou de câblodistribution enfouie ou aérienne ;
9. L'accès à la voie de circulation, l'emplacement et les dimensions de l'aire de stationnement et de l'aire de chargement ;
10. Les plans, élévations, coupes, détails, devis et autres documents nécessaires à l'inspecteur en bâtiment pour une compréhension claire de la construction ou de l'usage projeté et pour s'assurer que toutes les dispositions des règlements s'appliquant en l'espèce soient respectées. Les plans soumis, pour tout nouveau bâtiment principal, doivent être à l'échelle.

Les plans de tout bâtiment qui n'est pas réglementé par le chapitre 9 du Code de construction, à l'exception des bâtiments agricoles et des bâtiments accessoires, doivent être préparés par un architecte et, s'il y a lieu, par un ingénieur. Cette condition est requise tant pour une nouvelle construction que pour les travaux de transformation, de rénovation ou d'agrandissement.

Dans le cas de travaux de rénovation à un bâtiment résidentiel, la demande de permis peut n'être accompagnée que d'un croquis à l'échelle illustrant les travaux projetés, pourvus que ces travaux ne nécessitent pas :

- a) L'enlèvement ou la construction d'un mur porteur ou d'une partie de mur porteur ;
- b) L'enlèvement ou la coupe d'une solive, d'une poutre ou d'une colonne de support ;

- c) L'enlèvement, le changement ou la fermeture d'un escalier ou autre moyen de sortie ;
  - d) La transformation d'un accès à l'issue ou d'une issue.
11. Les niveaux d'excavation de la rue et des égouts attenants au terrain, ainsi que du rez-de-chaussée du bâtiment et le niveau moyen du sol au périmètre d'implantation de la construction ;
  12. Les mesures relatives à la protection contre les incendies ;
  13. Tout document ou renseignement additionnel nécessaire à la bonne compréhension du projet.

## **2.12 Renseignements et documents additionnels exigés pour une installation d'élevage**

En plus des renseignements et documents exigés à l'article 2.11 du présent règlement, la demande de permis de construction visant la construction, la transformation, l'agrandissement ou la modification d'une installation d'élevage ou d'un ouvrage d'entreposage des fumiers, l'augmentation du nombre d'animaux ou le remplacement du type d'animaux et le remplacement du mode de gestion des fumiers doit être accompagnée des renseignements et documents suivants indiquant la nature du projet et décrivant le milieu environnant, en deux exemplaires:

1. Pour tout permis de construction ou de certificat d'autorisation visant un usage qui ne nécessite pas l'application des distances séparatrices tel qu'un usage autre qu'agricole qui n'est pas un immeuble protégé ou un établissement de production animale de moins de 225 unités animales, les documents suivants sont requis :
  - a) Le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du requérant et de son représentant autorisé, le cas échéant ;
  - b) Une description (texte et plan) de la nature des travaux, ouvrages ou constructions projetés faisant l'objet de la demande ;
  - c) Le plan de cadastre ou d'opération cadastrale du site faisant l'objet de la demande, s'il y a lieu ;
  - d) Une copie conforme de l'autorisation accordée par la Commission de protection du territoire agricole, lorsque requis par la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles* (RLRQ, c. P-41.1) ;
  - e) Une copie conforme du certificat d'autorisation du MDDELCC (ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques) ou une copie de l'accusé de réception du MDDELCC, d'un avis de projet, ou un avis écrit motivé, en vertu de la Loi sur la qualité de

l'environnement (RLRQ, c. Q-2) et des règlements sous son empire, d'un agronome ou d'un ingénieur, à l'effet que le projet de production agricole n'est soumis à aucun avis de projet et certificat d'autorisation auprès du MDDELCC ;

- f) Toute autre information requise pour une bonne compréhension de la demande.

2. Pour tout permis de construction ou certificat d'autorisation visant un usage agricole qui nécessitent l'application des distances séparatrices telle qu'un nouveau projet d'établissement de production animale ou l'agrandissement d'un établissement de production animale d'un établissement de production animale à plus de 225 unités animales, les documents suivants sont requis :

- a) Les documents requis au paragraphe 1 de cet article ;
- b) Un plan à l'échelle, préparé par un arpenteur-géomètre ou un ingénieur, indique :
- Les points cardinaux ;
  - Les limites du ou des lots visés par la demande ;
  - La localisation et les distances, dans un rayon d'un kilomètre autour du projet visé par demande, des installations d'élevage ou d'entreposage, des périmètres d'urbanisation, des zones d'interdiction des périmètres de protection rapprochée, des zones sensibles des périmètres de protection rapprochée, des maisons d'habitation, et des immeubles protégés ;
- c) Une grille sur les distances séparatrices doit être complétée et fournie pour chaque installation d'élevage et ouvrage d'entreposage (nouvelle construction, agrandissement, modification) visés par la demande ;
- d) Un document faisant état de l'installation d'élevage ou d'entreposage à construire :
- Les groupes ou catégories d'animaux ;
  - Le nombre d'unités animales ;
  - Le type et le mode de gestion des engrais de ferme (gestion solide ou gestion liquide) ;
  - Le type de toiture sur le lieu d'entreposage (absente, rigide, permanente, temporaire) ;
  - Le type de ventilation ;
  - Toute utilisation d'une nouvelle technologie ;
  - La capacité d'entreposage en mètre cube (m<sup>3</sup>) ;



- Le mode d'épandage (Lisier : aéroaspersion, aspersion, incorporation simultanée ; Fumier : frais et laissé en surface plus de 24 heures, frais et incorporé en moins de 24 heures, composte).
- e) Une copie conforme du certificat d'autorisation du MDDELCC ou une copie de l'accusé de réception du MDDELCC d'un avis de projet, ou un avis écrit motivé, en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, c. Q-2) et des règlements sous son empire, d'un agronome ou d'un ingénieur, à l'effet que le projet de production agricole n'est soumis à aucun avis de projet et certificat d'autorisation auprès du MDDELCC ;
- f) Toute autre information requise pour la bonne compréhension de la demande.
3. Pour tout permis de construction visant un usage autre qu'agricole tel qu'un immeuble protégé ou son agrandissement ou une maison d'habitation et qui nécessite l'application des distances séparatrices, les documents suivants sont requis :
- a) Un plan d'implantation préparé par un arpenteur-géomètre indiquant les distances entre son projet et les installations d'élevage ;
- Ou, au choix ;
- b) Un rapport de localisation préparé par un arpenteur-géomètre ou un ingénieur réalisé à partir, soit d'une orthophoto à l'échelle 1 :10 000, soit d'une photo-aérienne à l'échelle 1 :15 000, indiquant les distances entre son projet et les installations d'élevage.

L'exigence de produire une orthophoto se limite à une maison d'habitation localisée dans les zones à l'extérieur de la zone agricole. Dans le cas de l'agrandissement d'une maison d'habitation, l'orthophoto est exigée lorsque la superficie au sol de l'agrandissement représente plus de 20 mètres carrés.

Sur demande d'un arpenteur-géomètre ou d'un ingénieur, la MRC peut fournir une orthophoto du secteur visé (rayon d'un kilomètre), sur paiement des frais établis.

### **2.13 Renseignements additionnels exigés pour une construction en zone agricole**

Lorsqu'une demande de permis de construire est formulée dans une zone agricole décrétée en vertu de la Loi sur la protection du territoire et des activités

agricoles (LPTAA), la municipalité exige, en plus des renseignements et documents exigés à l'article 2.11 du présent règlement, que l'exploitant agricole comme définie dans la LPTAA ( article 79.2.4 ) située au voisinage de l'immeuble faisant l'objet de la demande de permis, lui transmette tous les renseignements nécessaires à l'application des sous-sections 1.1 et 1.2 de la section II du chapitre III de la LPTAA et à l'application des normes relatives aux distances séparatrices édictées au règlement de zonage de la municipalité, par écrit et dans un délai de 15 jours de sa signification.

- À défaut par l'exploitant de transmettre ces renseignements dans le délai fixé, la municipalité peut, aux frais de cet exploitant, recueillir tout renseignement nécessaire à l'application des dispositions de la LPTAA et du règlement de zonage. L'inspecteur en bâtiment peut s'adjoindre les services d'un agronome, d'un médecin vétérinaire, d'un technologue professionnel ou d'un arpenteur-géomètre.

1. Pour tout permis de construction ou certificat d'autorisation visant un usage autre qu'agricole tels qu'un immeuble protégé ou une maison d'habitation et qui nécessite l'application des distances séparatrices, les documents suivants sont requis :

- a) Un plan d'implantation préparé par un arpenteur-géomètre indiquant les distances entre son projet et les installations d'élevage *dans un rayon d'un (1) kilomètre;*

Ou, au choix

- b) Un rapport de localisation préparé par un arpenteur-géomètre ou un ingénieur réalisé à partir, soit d'une orthophoto à l'échelle 1:10 000, soit d'une photo-aérienne à l'échelle 1:15 000, indiquant les distances entre son projet et les installations d'élevage *dans un rayon d'un (1) kilomètre.*

L'exigence de produire une orthophoto se limite aux maisons d'habitation localisées dans les zones A au règlement de zonage (zone agricole dynamique, telle que délimitée au SAR de la MRC de Drummond). Dans le cas de l'agrandissement d'une maison d'habitation, l'orthophoto est exigée lorsque la superficie au sol de l'agrandissement représente plus de vingt mètres carrés (20 m<sup>2</sup>).

Sur demande d'un arpenteur-géomètre ou d'un ingénieur, la

MRC de Drummond peut fournir une orthophoto du secteur visé (rayon d'un kilomètre), sur paiement des frais établis.

## **2.14 Intervention dans une zone exposée aux glissements de terrain**

Toute demande de permis ou de certificat d'autorisation pour une intervention identifiée aux tableaux 17.7-A (Annexe F) et 17.7-B (Annexe G) du règlement de zonage no. 2021-427 doit comprendre les éléments suivants :

### 1) Obtention du permis ou du certificat d'autorisation :

Toute personne désirant procéder à une intervention située dans une zone potentiellement exposée aux glissements de terrain pour une intervention identifiée aux tableaux 17.7-A (Annexe F) et 17.7-B (Annexe G) du règlement de zonage no. 2021-427 doit, au préalable, obtenir un permis ou un certificat d'autorisation à cet effet.

Dans les cas où la réalisation d'une intervention (ex : la construction d'un bâtiment) est conditionnelle à la réalisation des travaux de protection contre les glissements de terrain, les travaux et l'autre intervention projetée doivent faire l'objet de deux permis distincts. Ceci vise à s'assurer que la réalisation des travaux de protection contre les glissements précède la réalisation des autres interventions.

### 2) Demande de permis ou de certificat d'autorisation :

La demande de permis ou de certificat d'autorisation doit comprendre les éléments suivants :

#### a) L'identification du ou des propriétaires :

- Nom et prénom ;
- Adresse de correspondance ;
- Numéro de téléphone ;
- Adresse du projet ;
- Numéro de lot du projet ;
- Une procuration écrite est exigée si la demande est effectuée par un requérant autre que le propriétaire.

#### b) L'identification de l'entrepreneur devant effectuer les travaux et l'identification de tout sous-contractant désigné pour accomplir cette tâche :

- Nom et prénom ;
- Adresse de correspondance ;
- Numéro de téléphone ;
- Signature et date.

c) L'identification de l'ingénieur en géotechnique mandaté pour réaliser l'expertise géotechnique :

- Nom et prénom ;
- Adresse de correspondance ;
- Numéro de téléphone ;
- Signature et date de l'expertise géotechnique ;
- Numéro de permis de l'Ordre des ingénieurs du Québec.

d) L'identification des travaux proprement dits :

La demande de permis ou de certificat d'autorisation doit énoncer clairement les travaux et/ou les interventions projetés et être accompagnée minimalement des renseignements et des documents suivants, conformément aux tableaux 17.7-A (Annexe F) et 17.7-B (Annexe G) du règlement de zonage no. 2021-427 :

- La description détaillée de l'intervention prévue (nouvelle construction, agrandissement, relocalisation, travaux de remblai, d'excavation, infrastructure, mesure de protection, lotissement, etc.) ;
- Un plan d'implantation à l'échelle préparé par un arpenteur-géomètre ou un ingénieur en géotechnique indique :
- Le haut et la base du talus, sa hauteur et l'inclinaison de la pente ;
- La distance horizontale entre l'implantation projetée et le haut et/ou la base du talus selon la localisation du projet ;
- Tout autre document utile à la compréhension du projet tel que carte, orthophotographie, photo, relevé de terrain graphique, diagramme, etc.

e) L'expertise géotechnique permettant de faire une description du site comprenant minimalement les renseignements suivants :

L'expertise géotechnique réalisée par un ingénieur en géotechnique doit répondre aux critères d'admissibilité aux tableaux 17.7-A (Annexe F) et 17.7-B (Annexe G) qui présente, les buts, les conclusions et les recommandations à inclure dans une expertise géotechnique dans les zones visées par les glissements de terrain au règlement.

f) L'attestation du propriétaire :

Le propriétaire ou son requérant doit attester, par sa signature et la date sur la demande de permis ou de certificat d'autorisation, qu'il s'engage à respecter les dispositions de la réglementation d'urbanisme de la municipalité et les recommandations et précautions identifiées à l'expertise géotechnique de son ingénieur.

- g) L'attestation de l'entrepreneur ou du professionnel effectuant les travaux :

L'entrepreneur et/ou le professionnel responsable des travaux doit attester, par sa signature et la date sur la demande de permis ou de certificat d'autorisation ou autre document joint à la demande, qu'il s'engage à respecter les dispositions de la réglementation d'urbanisme de la municipalité et le contenu des recommandations de l'expertise géotechnique produite par l'ingénieur du propriétaire ou de son représentant.

### **SECTION 3 PERMIS D'INSTALLATIONS SEPTIQUES**

#### **2.15 Obligation d'obtenir un permis**

Sur l'ensemble du territoire de la municipalité, toute construction, toute transformation, tout agrandissement ou toute réparation d'une installation septique sont interdits sans l'obtention au préalable d'un permis.

#### **2.16 Présentation de la demande de permis pour installations septiques**

La demande de permis de construction doit être transmise à l'inspecteur en bâtiment sur le formulaire fourni à cet effet par la municipalité, signée par le propriétaire ou son mandataire autorisé et être accompagnée des renseignements et documents exigés à ce règlement.

#### **2.17 Renseignements et documents exigés**

La demande de permis doit être accompagnée des renseignements et documents suivants :

1. Le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du requérant ou de son représentant autorisé ;
2. La date du début et de la fin des travaux, l'estimation du coût des travaux incluant les matériaux et la main-d'œuvre ;
3. La désignation cadastrale du lot sur lequel sera réalisé le projet ;
4. L'emplacement de tout obstacle tels arbre, borne-fontaine, ligne électrique, téléphonique ou de câblodistribution enfouie ou aérienne ;
5. L'accès à la voie de circulation, l'emplacement et les dimensions de l'aire de stationnement et de l'aire de chargement ;

6. L'emplacement de la ligne naturelle des hautes eaux d'un cours d'eau, la ligne correspondant à la cote d'inondation 0-20 an et 20-100 ans, les limites d'une zone humide, un marais et un étang ;
7. L'emplacement et les limites d'une zone potentiellement exposée aux glissements de terrain ;
8. La projection au sol de tout bâtiment existant ou projeté, l'usage d'un bâtiment et dans le cas d'un bâtiment occupé par un usage du groupe résidentiel, le nombre de chambres à coucher ;
9. Le nombre de chambres à coucher de la résidence isolée ou, dans le cas d'un autre bâtiment, le débit total quotidien ;
10. Une étude de caractérisation du site et du terrain naturel réalisée par une personne qui est membre d'un ordre professionnel compétent en la matière et comprenant :
  - a) La topographie du site ;
  - b) La pente du terrain récepteur ;
  - c) Le niveau de perméabilité du sol du terrain récepteur en indiquant la méthodologie utilisée pour établir le niveau de perméabilité du sol ;
  - d) Le niveau du roc, des eaux souterraines ou de toute couche de sol perméable, peu perméable ou imperméable, selon le cas, sous la surface du terrain récepteur ;
  - e) L'indication de tout élément pouvant influencer la localisation ou la construction d'un dispositif de traitement.
11. Un plan de localisation à l'échelle montrant :
  - a) Les éléments de référence suivants sur le lot où un dispositif d'évacuation, de réception ou de traitement des eaux usées est prévu et sur les lots contigus que le système soit étanche ou non étanche :
    - i. Puits ou source servant à l'alimentation en eau ;
    - ii. Lac ou cours d'eau ;
    - iii. Marais ou étang ;
    - iv. Conduite d'eau de consommation ;
    - v. Limite de propriété ou résidence ;
    - vi. Résidence ;
    - vii. Conduite souterraine de drainage de sol ;
    - viii. Haut d'un talus ;
    - ix. Arbres.
  - b) La localisation prévue des parties du dispositif d'évacuation, de réception ou de traitement des eaux usées ;

- c) Le niveau d'implantation de chaque composante du dispositif de traitement ;
  - d) Le niveau d'implantation de l'élément épurateur, du filtre à sable classique, du champ d'évacuation ou du champ de polissage par rapport au niveau du roc, des eaux souterraines ou de toute couche de sol imperméable ou peu perméable sous la surface du terrain récepteur.
12. Dans le cas d'un projet prévoyant un autre rejet dans l'environnement, les renseignements et le plan doivent faire état du milieu récepteur en indiquant :
- a) Dans le cas où le rejet s'effectue dans un cours d'eau, le débit du cours d'eau et le taux de dilution de l'effluent dans le cours d'eau en période d'étiage, le réseau hydrographique auquel appartient le cours d'eau, l'emplacement du point de rejet et du point d'échantillonnage de l'effluent ;
  - b) Dans le cas où le rejet s'effectue dans un fossé, le plan doit indiquer le réseau hydrographique auquel appartient le fossé, l'emplacement du point de rejet et du point d'échantillonnage de l'effluent.
13. Tout autre renseignement et document requis en vertu du *Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées* (c. Q-2, r.22 ou version future).

### **2.18 Exigences avant le recouvrement**

Toute personne installant ou modifiant une installation septique doit, une fois les travaux réalisés et avant de procéder, le cas échéant, au recouvrement de tout ou partie d'une installation septique (fosse et champs d'épuration) installée, réparée ou modifiée, attendre que l'ingénieur ou le technologue ayant préparé les plans et devis ait procédé à une inspection visuelle de cette installation et doit fournir un rapport de conformité à la municipalité suite à cette inspection. Ce rapport doit être fourni dans un délai de 60 jours.

### **2.19 Bâtiment autre qu'une résidence isolée**

Si le dispositif doit desservir un bâtiment autre qu'une résidence isolée, les renseignements et documents mentionnés au présent article doivent être préparés et signés par un ingénieur, membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec. Ces renseignements et documents doivent être accompagnés d'une attestation de l'ingénieur suivant laquelle le dispositif sera conforme au présent règlement et qu'il sera en mesure de traiter les eaux usées compte tenu de leurs caractéristiques. Le tout doit être conforme aux normes applicables. Tout autre

renseignement et document requis en vertu du *Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées* (c. Q-2, r.22 ou version future).

## **SECTION 4                    PERMIS DE CAPTAGE DES EAUX SOUTERRAINES**

### **2.20    Obligation d'obtenir un permis de captage des eaux souterraines**

Sur l'ensemble du territoire de la municipalité, tout projet de captage des eaux souterraines est interdit sans l'obtention au préalable d'un permis de captage des eaux souterraines.

### **2.21    Présentation de la demande de permis**

La demande de permis pour effectuer les travaux de captage des eaux souterraines doit être transmise à l'inspecteur en bâtiment sur le formulaire fourni à cet effet par la municipalité, signée par le propriétaire ou son mandataire autorisé et être accompagnée des renseignements et documents exigés à ce règlement.

### **2.22    Renseignements et documents exigés**

La demande de permis de captage des eaux souterraines doit être accompagnée des renseignements et documents suivants :

1. Le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du requérant ou de son représentant autorisé ;
2. La date du début et de la fin des travaux, l'estimation du coût des travaux incluant les matériaux et la main-d'œuvre ;
3. La localisation de l'ouvrage de captage projeté, du bâtiment, de la fosse septique et de l'élément épurateur ;
4. Une description du type d'ouvrage de captage projeté ;
5. La localisation du ou des ouvrages de captage existants ;
6. La localisation des installations septiques existantes sur les lots avoisinants ;
7. La direction de l'écoulement des eaux de surface ;
8. L'emplacement de la ligne naturelle des hautes eaux d'un cours d'eau, la ligne correspondant à la cote d'inondation 0-20 an et 20-100 ans, les limites d'une zone humide, un marais et un étang ;
9. La capacité de pompage recherchée ;
10. Le nombre de personnes à alimenter quotidiennement ;
11. Une confirmation de l'utilisation prévue, soit consommation humaine ou usage géothermique ;
12. Le nom et les coordonnées du puisatier ou de l'excavateur ainsi que son numéro de permis de la *Régie du Bâtiment du Québec* (RBQ) ;
13. Tout autre renseignement et document requis en vertu du règlement sur prélèvement des eaux et leur protection (c. Q-2, r.35.2).



## SECTION 5 CERTIFICATS D'AUTORISATION

### 2.23 Obligation d'obtenir un certificat d'autorisation

Sur l'ensemble du territoire de la municipalité, les travaux suivants sont interdits sans l'émission préalable d'un certificat d'autorisation :

1. Changement ou ajout d'un usage :
  - a. Changer l'usage d'un établissement ;
  - b. Ajout d'un usage complémentaire autorisé ;
  - c. Implantation d'un gîte touristique ;
  - d. Établir un commerce à domicile ;
  - e. La garde de poules et la construction d'un poulailler et de son enclos de promenade ;
  - f. Implantation ou agrandissement d'un camping.
2. Travaux de rénovation :
  - a. Les travaux de rénovation intérieure ;
  - b. La construction, la transformation, l'agrandissement, de toute ouverture (porte ou fenêtre) et escalier ;
  - c. Le changement du revêtement extérieur et de toiture ;
  - d. Les travaux de réparation d'une construction.
3. Travaux sur la rive, le littoral ou la plaine inondable :
  - a. Procéder à des travaux sur la rive ou le littoral d'un cours d'eau ou d'un lac. Ces travaux comprennent entre autres, tous les travaux ou ouvrages qui sont susceptibles de détruire ou de modifier la couverture végétale des rives, ou de porter le sol à nu, ou d'en affecter la stabilité, ou qui empiètent sur le littoral ;
  - b. Procéder à des travaux dans les zones d'inondation ou à risque de crues. Ces travaux comprennent entre autres, tous les travaux ou ouvrages qui sont susceptibles de nuire à la libre circulation des eaux en période de crue ou de mettre en péril la sécurité des personnes et des biens.
4. Autres travaux :
  - a. La construction, la transformation, l'agrandissement, ou la reconstruction d'une piscine hors terre, creusée, semi-creusés ou démontable ou pour ériger une construction, donnant ou empêchant l'accès à une piscine. La personne qui a obtenu un permis pour installer une piscine démontable n'est pas tenue de faire une nouvelle demande pour la réinstallation

- d'une piscine démontable au même endroit et dans les mêmes conditions ;
- b. Procéder à l'installation et à la modification d'une affiche, panneau-réclame ou enseigne ;
  - c. Travaux de remblai ou de déblai ;
  - d. Aménager un stationnement ou un espace de chargement et de déchargement ;
  - e. Faire une excavation, un fossé ou un égout dans une rue ou dans un pavage ou dans un trottoir ;
  - f. Installer des conduites souterraines de distribution d'électricité, de téléphone ou de distribution de gaz ;
  - g. Occuper de façon permanente la voie publique soit par empiètement, passage aérien ou souterrain, voûte souterraine ou utilisation quelconque ;
  - h. Déplacer une construction ;
  - i. Démolir une construction ;
  - j. Installer une fournaise extérieure ;
  - k. Installer un matelas de paille d'orge flottant sur un lieu d'entreposage de déjections animales.
5. Nonobstant ce qui précède, un certificat d'autorisation n'est pas requis pour réaliser les interventions suivantes :
- a. Installer des gouttières ;
  - b. Réparer le soffite ;
  - c. Réparer les garde-corps ;
  - d. Apposer le crépi sur une fondation ;
  - e. Réparer les fissures dans une fondation ;
  - f. Refaire les joints de briques ;
  - g. Installer ou réparer un drain français ;
  - h. Réparer une cheminée ;
  - i. Installer ou réparer une clôture ;

## **2.24 Présentation de la demande de certificat d'autorisation**

La demande de certificat d'autorisation doit être transmise à l'inspecteur en bâtiment sur le formulaire fourni à cet effet par la municipalité, signée par le propriétaire ou son mandataire autorisé et être accompagnée des renseignements et documents exigés à ce règlement.

## **2.25 Renseignements et documents exigés**

La demande de certificat d'autorisation doit être accompagnée des renseignements et des documents suivants :

1. Le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du requérant ou de son représentant autorisé ;
2. La date du début et de la fin des travaux et l'estimation du coût des travaux, incluant les matériaux et la main-d'œuvre ;
3. Le type d'usage projeté ou existant, et l'identification de la zone conformément au règlement de zonage en vigueur ;
4. La désignation cadastrale du lot sur lequel sera réalisé le projet ou, à défaut de désignation cadastrale, l'identification la plus précise du lieu où le projet sera réalisé ;
5. Un plan d'implantation des constructions qui existent sur le terrain, l'identification à l'aide d'un plan d'implantation des dimensions et de leur localisation ;
6. La localisation d'une nouvelle utilisation du sol sur un terrain ;
7. L'identification précise de l'utilisation actuelle de l'immeuble ;
8. Les plans, élévations, coupes, croquis et devis des constructions prévues ;
9. Une évaluation du coût des travaux ;
10. Tout autre document ou renseignement additionnel nécessaire aux fins d'analyse de la demande.

### **2.26 Implantation d'un gîte touristique**

En plus des renseignements et documents exigés à l'article 2.25 du présent règlement, la demande de certificat d'autorisation visant l'implantation d'un gîte touristique doit être accompagnée des renseignements et documents suivants :

1. La superficie projetée de l'usage ;
2. Le nombre de chambres prévu ;
3. Un croquis de l'aménagement intérieur des lieux ;
4. Un croquis indique :
  - a) Toutes modifications projetées du bâtiment principal ;
  - b) L'emplacement des détecteurs d'incendie et des extincteurs chimiques ;
  - c) Toute enseigne projetée ;
  - d) Les espaces de stationnement hors rue ;
5. Une évaluation et une description du système de traitement des eaux usées existant ;
6. Une description de toute autre activité ou usage du bâtiment principal ;
7. Une démonstration que les aménagements respectent les dispositions du règlement de construction en vigueur ;
8. Une copie de toute autorisation requise en vertu de la législation provinciale en vigueur ;

9. Tout autre document ou renseignement additionnel nécessaire aux fins d'analyse de la demande.

### **2.27 Implantation ou agrandissement d'un camping**

En plus des renseignements et documents exigés à l'article 2.25 du présent règlement, la demande de certificat d'autorisation visant l'implantation d'un camping doit être accompagnée des renseignements et documents suivants :

1. Le nombre d'emplacements existants et projetés ;
2. La localisation des dispositifs de traitement des eaux usées existants et projetés ;
3. Un certificat d'autorisation délivré par le ministère compétent ;
4. Tout autre document ou renseignement additionnel nécessaire aux fins d'analyse de la demande.

### **2.28 Construction en zone à risques de crues**

En plus des renseignements et documents exigés à l'article 2.25 du présent règlement, dans les zones à risques de crues, toute demande de certificat d'autorisation pour la construction de tout ouvrage doit être accompagnée des renseignements et documents suivants :

1. Une description (texte et plans) de la nature des travaux, ouvrages ou constructions projetés faisant l'objet de la demande et les motifs de tels travaux ;
2. Un plan de localisation à l'échelle du projet illustrant l'ensemble des renseignements suivants :
  - a) Les limites et les dimensions du terrain ;
  - b) L'identification cadastrale ;
  - c) L'implantation du ou des bâtiments sur le terrain, incluant les marges de recul requises par la municipalité ;
  - d) Les cotes d'élévation, ainsi que les limites des zones de faible et de grand courant par rapport à la ou aux constructions, relevées par un arpenteur géomètre, lorsque disponibles. Le relevé doit être fait sur le niveau naturel du terrain sans remblai. Si un remblai a été effectué, le requérant doit démontrer que ce remblai a été effectué avant la date d'entrée en vigueur de l'interdiction de remblai par un RCI ;
  - e) Le tracé, le nom et l'emprise de toute voie de circulation existante ou projetée ayant une limite commune avec le terrain visé par la demande ;
  - f) La description du sol actuelle et proposée dont les renseignements seront suffisants pour une bonne compréhension

du site faisant l'objet de la demande (coupes, élévations, croquis, devis signés par un ingénieur).

3. Le dépôt d'une étude sur les diverses mesures d'immunisation devant être réalisées (étude préparée et approuvée par un membre de l'ordre des ingénieurs du Québec) ;
4. Une copie du certificat d'autorisation émis par le ministère de l'Environnement du Québec, s'il y a lieu ;
5. Un document indiquant les mesures d'immunisation réalisées par un membre de l'ordre des ingénieurs du Québec, approuvant les calculs relatifs à :
  - a) L'imperméabilisation ;
  - b) La stabilité des structures ;
  - c) L'armature nécessaire ;
  - d) La capacité de pompage pour évacuer les eaux d'infiltration ;
  - e) La résistance du béton à la compression et à la tension.
6. Tout autre document ou renseignement additionnel nécessaire aux fins d'analyse de la demande.

### **2.29 Implantation d'une piscine hors terre, creusée, semi-creusée ou démontable ou pour ériger une construction, donnant ou empêchant l'accès à une piscine**

En plus des renseignements et documents exigés à l'article 2.25 du présent règlement, la demande de certificat d'autorisation visant la construction, la transformation, l'agrandissement ou la reconstruction d'une piscine creusée ou hors terre ou pour ériger une construction empêchant ou donnant l'accès à une piscine doit être accompagnés des renseignements et documents suivants

1. Le nom du propriétaire de la piscine ;
2. Adresse du propriétaire de la piscine ;
3. Adresse où sera située la piscine (si différente de l'adresse du propriétaire) ;
4. Type de piscine ;
5. Année de construction ;
6. Dimensions ;
7. Croquis d'implantation ;
8. Description des dispositifs de sécurité.

### **2.30 Installation et modification de toute enseigne, de toute affiche et de tout panneau réclame**

En plus des renseignements et documents exigés à l'article 2.25 du présent règlement, la demande de certificat d'autorisation visant l'installation et la

modification de toute affiche, panneau réclame et enseigne doit être accompagnée des renseignements et documents suivants :

1. Les noms, prénoms et adresses du propriétaire de l'usage ou de l'établissement visé par la demande et de son mandataire s'il y a lieu ;
2. Les noms, prénoms et adresses du propriétaire de l'immeuble où est située l'enseigne ;
3. Les noms, prénom et adresse de l'entrepreneur qui en fait l'installation;
4. Le détail des ouvrages projetés ;
5. Les documents suivants :
  - a) Une copie des plans de l'enseigne montrant :
    - i. Ses dimensions générales et les superficies de l'affichage ;
    - ii. Sa hauteur au-dessus du niveau du sol ;
    - iii. Le dessin qu'elle porte (illustration et lettrage) ;
    - iv. La fixation de ladite enseigne au bâtiment ou au sol.
  - b) Dans le cas d'une enseigne sur poteaux ou muret, un plan à l'échelle montrant les limites d'emprises des voies publiques, les autres limites de la propriété sur laquelle il est proposé d'ériger l'enseigne, la localisation de l'enseigne sur la propriété en relation avec les autres structures de la propriété ;
  - c) Dans le cas d'une enseigne sur un bâtiment ou une construction, la largeur de la façade du bâtiment et la localisation exacte de l'enseigne ;
6. Une identification des matériaux, de la méthode d'éclairage et de la méthode de fixation de l'enseigne à son support ;
7. Autant de photographies qu'il est nécessaire pour montrer :
  - a) L'aspect extérieur de l'immeuble où l'enseigne est installée ;
  - b) Toutes les parties des murs du bâtiment qui sont visibles de l'extérieur ;
  - c) Toutes les enseignes existantes au moment de la demande ;
  - d) Ces photographies doivent avoir été prises dans les 30 jours précédents la date de la demande de permis.

### **2.31 Travaux de remblai et déblai**

En plus des renseignements et documents exigés à l'article 2.25 du présent règlement, la demande de certificat d'autorisation visant des travaux de remblai et de déblai doit être accompagnée des renseignements et des documents suivants :

1. La localisation des bornes-fontaines, des services d'infrastructures et des servitudes ;

2. La direction d'écoulement des eaux de surface ;
3. La nature du sol et du sous-sol ;
4. La localisation des aires boisées ;
5. Les dimensions et la superficie de terrain ;
6. La localisation des lignes de rues ;
7. La topographie existante par des côtes ou des lignes de dénivellation du terrain à des intervalles d'au moins un mètre ;
8. Le nivellement proposé par rapport à la rue et aux terrains adjacents.

### **2.32 Déplacement d'une construction**

En plus des renseignements et documents exigés à l'article 2.35 du présent règlement, la demande de certificat d'autorisation visant le déplacement d'une construction doit être accompagnée des renseignements et des documents suivants :

1. Les plans et élévations de l'immeuble ;
2. Un plan de cadastre du terrain ;
3. L'itinéraire, l'emplacement actuel et projeté, la date prévue du déplacement et le temps nécessaire pour le transport ;
4. Un plan de la fondation et un plan d'implantation de l'immeuble, si la relocalisation se fait sur le territoire municipal ;
5. Une photographie de l'immeuble à déplacer ;
6. Une copie des autorisations requises par les divers services publics et parapublics ;
7. Si applicable, le dépôt en garantit d'un montant estimé provisoirement suffisant en vue d'assurer la réparation d'un préjudice pouvant éventuellement être causé à la municipalité en raison de ce déplacement.

### **2.33 Démolition d'une construction**

En plus des renseignements et documents exigés à l'article 2.25 du présent règlement, la demande de certificat d'autorisation visant la démolition d'un bâtiment doit être accompagnée des renseignements et documents suivants :

1. La localisation du bâtiment à être démoli ;
2. Des photographies du bâtiment ;
3. Une copie des autorisations nécessaires au respect de la Loi ;
4. Une description des règles de sécurité appliquées lors de la démolition ;
5. La date à laquelle on projette de réaliser la demande et les délais requis pour cette démolition ;
6. L'identification de la personne ou de l'entreprise responsable de la démolition, le temps probable de la durée des travaux et la destination des matériaux secs ;

Dans tous les cas, le certificat, s'il est octroyé, peut restreindre l'autorisation de démolir à une période déterminée de la journée ou de la semaine. Le terrain doit être réaménagé dans les trente (30) jours suivant la démolition.

### **2.34 Renseignements additionnels exigés pour l'utilisation d'un matelas de paille d'orge flottant sur un lieu d'entreposage de déjections animales**

En plus des documents et renseignements exigés à l'article 2.25 du présent règlement, pour tout permis relatif à l'utilisation d'un matelas de paille d'orge flottant sur un lieu d'entreposage de déjections animales, la demande doit être accompagnée des informations supplémentaires suivantes :

1. Une attestation écrite à l'effet que le matelas de paille d'orge flottant respecte en tout point les règles de l'art applicables en la matière. Cette attestation doit être préparée et signée par un professionnel compétent, soit un ingénieur ou un agronome ;

## **SECTION 6                    CONDITIONS D'ÉMISSION ET VALIDITÉ DES PERMIS ET CERTIFICATS**

### **2.35 Conditions d'émission des permis et certificats**

L'inspecteur en bâtiment délivre le permis de construction si la demande :

1. Respecte toutes les dispositions du présent règlement, du règlement de zonage, du règlement de lotissement, du règlement de construction, d'un règlement adopté en vertu de l'article 116 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et de tout autre règlement municipal ;
2. Si la demande est accompagnée de tous les renseignements et documents exigés par le présent règlement ;
3. Si le tarif pour l'obtention du permis a été payé ;
4. Si le demandeur a fourni, le cas échéant, les informations requises pour remplir la déclaration requérant un permis de construction en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et de ses règlements.

### **2.36 Demande conforme**

Lorsque l'objet de la demande est conforme, l'inspecteur en bâtiment délivre le permis de construction dans les trente (30) jours de la date de réception de la demande.

### **2.37 Demande suspendue**

Si la demande, les renseignements ou les documents exigés sont incomplets et imprécis, l'inspecteur en bâtiment en avise le requérant et l'étude de la demande



est suspendue jusqu'à ce que les renseignements nécessaires soient fournis par le requérant, et alors la demande est réputée avoir été reçue à la date de réception de ces renseignements additionnels.

### **2.38 Demande non conforme**

Lorsque l'objet de la demande n'est pas conforme aux dispositions de ce règlement, l'inspecteur en bâtiment en avise, par écrit, le requérant dans les trente jours de la date de réception de la demande.

### **2.39 Caducité du permis de construction**

Un permis de construction est valide pour une période de douze (12) mois, renouvelable une seule fois pour une durée maximale de douze (12) mois. Il devient caduc si les travaux pour lesquels il a été émis ne sont pas commencés dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours de la date d'émission du permis de construire.

### **2.40 Caducité du permis d'installation septique**

Un permis d'installation septique est valide pour une période de douze (12) mois, renouvelable une seule fois pour une durée maximale de six (6) mois. Il devient caduc si les travaux pour lesquels il a été émis ne sont pas commencés dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours de la date d'émission du permis de construire.

### **2.41 Caducité du permis de captage des eaux souterraines**

Un permis de captage des eaux souterraines est valide pour une période de six (6) mois, renouvelable une seule fois pour une durée maximale de trois (3) mois. Il devient caduc si les travaux pour lesquels il a été émis ne sont pas commencés dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours de la date d'émission du permis de construire.

### **2.42 Caducité du certificat d'autorisation**

Un certificat d'autorisation est valide pour une période de douze (12) mois, renouvelable une seule fois pour une durée maximale de douze (12) mois. Il devient caduc si les travaux pour lesquels il a été émis ne sont pas commencés dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours de la date d'émission du permis de construire.

### **2.43 Responsabilité municipale**

L'émission d'un permis de construction par l'inspecteur en bâtiment ne constitue pas une attestation que le projet de construction soumis est entièrement conforme au *Code de Construction du Québec* et autres dispositions législatives gouvernementales. Il est du devoir du requérant de s'assurer qu'ils respectent ceux-ci.

## **SECTION 7                    DISPOSITIONS RELATIVES AUX TARIFS**

### **2.44    Tarif des permis**

Des honoraires sont exigibles au requérant pour l'étude d'une demande de permis ou de certificats requis en vertu du présent règlement. Aucune demande de permis et certificats ne sera étudiée si le tarif applicable n'a pas été payé au moment où la demande est produite au bureau de la municipalité. En aucune circonstance ce tarif n'est remboursable.

Les honoraires exigibles sont ceux prévus au règlement en vigueur fixant les taux de taxes, les intérêts sur arrérages, les coûts des permis, les tarifs d'utilisation des équipements et les conditions de perception.

## **CHAPITRE 3 DISPOSITIONS FINALES**

### **SECTION 1 ENTRÉE EN VIGUEUR**

#### **3.1 Entrée en vigueur**

Le présent règlement entrera en vigueur conformément aux dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1).

---

**Sylvain Jutras**

Maire

---

**Isabelle Dumont**

Directrice générale et  
secrétaire-trésorière